



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
REGIONALE

Mise en œuvre du New Deal : expérience de la
Guinée-Bissau

Par: Helena Nosolini Embaló
MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
REGIONALE

Busan, du 29 novembre au 01 décembre 2011

*Permettez-moi, Mesdames et Messieurs les participants, de remercier chaleureusement les organisateurs de cette rencontre, pour l'invitation qui m'a été faite, non seulement pour prendre part à cet événement, mais surtout pour échanger avec vous sur le thème : **Mise en œuvre du « new deal » dans nos pays.***

1- Situation de la Guinée-Bissau

Je voudrais auparavant vous présenter très sommairement les spécificités de la fragilité de mon pays. La Guinée-Bissau a été caractérisée par une désorganisation quasi-totale, ponctuée par la recrudescence de la violence, l'interférence de l'armée dans la vie politique. La guerre civile de 1998-1999 a accentué ces problèmes et contribué à la fragilisation des institutions républicaines ; notamment : le système judiciaire, l'interruption répétitive du processus démocratique, entraînant des successions de gouvernements de courte durée, incapable de mener à terme des stratégies et politiques de bonne gouvernance, de développement et de lutte contre la pauvreté.

Cette situation a contribué à la désarticulation de l'économie et la dégradation des indicateurs sociaux par exemple, dans le cadre de la pauvreté, les résultats de l'enquête légère d'évaluation de la pauvreté 2010 indique que 69,3 % des bissau-guinéens sont pauvres et 33 % extrêmement pauvres.

Malgré les contraintes de plusieurs ordres dans le contexte du pays, des progrès significatifs ont été enregistrés en termes d'amélioration des indicateurs de développement social. Selon les dernières statistiques disponibles, on note :

- Le relèvement des taux de scolarisation de 4 à 10 points selon le niveau d'enseignement entre 2004 et 2010 (MICS 2010) ;
- Le taux de mortalité maternelle est tombé de 822 à 800 pour 100.000 grossesses entre 2006 et 2010 ;
- L'espérance de vie est passée de 43 ans en 1989 à 48,6 ans en 2009.

En matière d'atteinte des OMD, en janvier 2011, une réflexion sur les gains rapides à été réalisée pour réduire les écarts en matière d'atteinte des OMD d'ici 2015 et 2020. Un exercice national de costing des OMD a été engagé pour couvrir les principaux secteurs suivants : éducation, santé, agriculture, infrastructures et énergie. Les premières indications de ce travail révèlent l'effort financier à faire pour atteindre les OMD. En effet, il faudrait 210 \$ par habitant et par an soit trois fois plus que le volume consacré actuellement pour mettre en œuvre toutes les actions sectorielles des OMD.

Le contexte tel que décrit inscrit de fait la *Guinée Bissau dans la catégorie des Etats fragiles* c'est-à-dire caractérisé par un spectre de situations de fragilité allant de la détérioration marquée sur les plans politique, économique et social, conséquences des différentes crises politico-militaires et la prévalence continue d'un cercle vicieux d'équilibre bas.

La stabilité soutenue et le redressement économique sont d'autant plus difficiles que le pays connaît une émergence des réseaux criminels (trafic de drogue) qui affectent les institutions publiques.

2-Stratégie de mise en œuvre du New-Deal

Pour redresser la situation et accélérer le processus de réduction de la fragilité vers la résilience et conformément aux engagements pour lesquels nous adhérons totalement dans la cadre du New deal, le gouvernement s'est engagé sur des reformes profondes articulées autour des principaux axes suivants :

2-1 Consolidation de la paix :

En termes de consolidation de la paix, au delà de la mise en œuvre du cadre stratégique de la consolidation de la paix appuyé par la commission de consolidation de la paix des Nations Unie, le Parlement en collaboration avec la Présidence de la République ont initié le processus de renforcement de dialogue national inclusif intitulé réconciliation nationale, qui doit culminer avec la tenue d'une conférence nationale pour la consolidation de la paix et le développement.

Cette Conférence Nationale est apparue comme l'ultime recours pour consolider la paix par la création d'un cadre de congrégation de toutes les forces vives de la nation en vue d'une réconciliation de tous les Bissau-guinéen.

Aussi, le gouvernement a crée un espace de concertation sociale autour des grandes questions nationales avec la participation active des syndicats et du patronat de la société civile. Globalement toutes les segments de la société ont été impliqués.

2-2 programme de reforme du secteur de la défense et sécurité

Le Gouvernement, conscient des contraintes et défis, a initié avec l'appui de ses partenaires, un ambitieux programme de réforme du secteur de la défense et sécurité, dont les principaux objectifs sont les suivants : i) la modernisation du secteur à travers

l'amélioration du cadre légal et le renforcement des capacités matérielles et humaines, et la mise en place d'institutions de défense et de sécurité républicaines respectueuses de la loi. Ce vaste programme de réforme est principalement axé sur : i) le redimensionnement des forces de défense et de sécurité à la lumière des besoins réels et les capacités économiques du pays, ii) la modernisation de la défense et de la sécurité, iii) la création d'un fonds de pension pour la sauvegarde de la dignité des combattants de la libération de la Patrie et iv) la participation à la consolidation de la sécurité sous-régionale.

2-3 réforme dans le secteur de la justice

Ensuite, au niveau de la justice, des efforts sont entrain d'être consenti en vue de renforcer le pouvoir judiciaire, de le rendre indépendant mais surtout de mener un combat ferme contre l'impunité. Diverses initiatives ont déjà été prises, notamment en ce qui concerne la législation et les infra-structures. Mais aussi une politique nationale à été adopté pour servir de lignes d'actions du gouvernement dans ce domaine.

2-4 Reformes économiques et financières

Le Gouvernement gardant a l'esprit que la stabilité durable passe nécessairement par l'amélioration des conditions de vie des populations et la création d'un climat de confiance entre la population et le pouvoir en place a entrepris des actions visant ces objectifs. Prenant en compte également les sacrifices qu'impliquent la mise en œuvre des reformes dont les fruits sont lointains, le Gouvernement a instaure une cadre de dialogue continue avec la population en vue de s'assurer de leur compréhension et participation a ces sacrifices

Cette complicité avec tous les acteurs a permis de relever des défis considérablement .Le contrat social a permis de remettre en confiance les populations et a différer les revendications légitimes des populations.

Dans la perspective de créer les conditions d'un développement auto entretenu à même de soutenir les efforts visant la réduction de la pauvreté, le gouvernement initie des reformes dans les secteurs économique-financières et de l'administration publique. **Ainsi**, les réformes menées au cours des trois dernières années ont produit des résultats tangibles, notamment au plan de la stabilisation macro-économique et de l'amélioration de la gestion des finances publiques. Le déficit budgétaire, qui représentait en moyenne plus 10 % du PIB entre 2005 et 2007 a été ramené à 3,2% en 2008 et 3,0% en 2009, grâce notamment à une mobilisation accrue des recettes intérieures et une maîtrise des dépenses, y compris

les salaires du personnel de l'Etat, qui représentent plus de 75% des recettes publiques. Avec l'appui de ses partenaires, le Gouvernement a engagé une relance des investissements publics ainsi que le paiement des arriérés auprès du secteur privé.

Ces réformes ont permis à la Guinée-Bissau d'atteindre en décembre 2010 le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTE) et la récente revue du programme avec le FMI est positive.

2-5 Accès aux services sociaux de base

L'accessibilité et la qualité des services sociaux de base est une des préoccupations du gouvernement qui a élaboré et approuvé des politiques et programmes sectoriel qui commencent à donner des résultats positifs contribuant ainsi à l'amélioration des indicateurs sociaux et à élever le niveau de vie des populations.

3 Perspectives

Visant à atténuer ces fragilités et inscrire le pays sur la voie du développement durable en ce qui concerne les perspectives à moyen et long terme, le Gouvernement a élaboré et adopté le 05 juillet 2011, le Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DENARP II) qui couvre la période 2011-2015. Le document contribue à l'opérationnalisation de la Vision prospective du développement, appelé «Guinée-Bissau 2025 Djitu Ten ». Traduit en français : **c'est possible**. Il constitue le cadre de référence pour la planification stratégique, la programmation et le dialogue avec les partenaires techniques et financiers. C'est dans cette perspective que nous organisons une Table Ronde dans la deuxième quinzaine du mois de mars pour la mobilisation des ressources.

Toujours dans les perspectives, nous espérons enregistrer pour l'année 2011, l'accélération modérée de la croissance de 5,2% contre 3,5% en 2010 qui sera tirée par la hausse du prix et de la production de la noix de cajou grâce à une bonne pluviométrie et à la réhabilitation des infrastructures notamment les routes, l'électricité et l'eau. L'objectif du Gouvernement est de passer à une croissance de 5,5% en 2015 par la relance de la production mais aussi par le soutien de nos partenaires de développement

.4- Conclusion

Aujourd'hui je suis à même de vous affirmer que l'image du pays s'est améliorée et la confiance se consolide tant à l'interne qu'à l'externe grâce à la conjugaison des efforts de

tous les acteurs. Cependant fort est de noter que ces résultats auraient pu être renforcés avec des moyens plus prévisibles et soutenu de la communauté internationale.

C'est pour cette raison que nous continuons à plaider pour un traitement spécifique pour les états fragiles.

En effet, les initiatives actuelles de nos partenaires pour aider notre pays, restent limitées pour avoir des impacts d'irréversibilité dans le processus pouvant nous permettre de sortir à très court terme de la situation de fragilité qui notre vœux le plus ardent.

Nous constatons que malgré les déclarations faites à Rome en 2003, à Paris en 2005 (Déclaration de Paris) et à Accra 2008 (Agenda d'Action d'Accra) l'aide publique au développement reste insuffisante pour combler les besoins des pays.

Ainsi, nous invitons nos partenaires au développement ayant endossé le **new deal** à aider les Etats fragiles et en situation de post-conflit à faire une transition rapide et efficace de la fragilité à la résilience, en :i) augmentant les ressources : ii) en réduisant les conditionnalités ; iii) en rendant plus flexibles les instruments et enfin iv) en allégeant les procédures de mobilisation des ressources.

Nous sommes convaincus que la communauté internationale entendra la voix des Etats fragile ou sortant de conflit pour leurs permettre de relever les défis de l'atteinte des l'Objectif du Millénaire Pour le Développement.

Je vous remercie de votre aimable attention